

Service Risques Naturels et Technologiques - Unité
Départementale de la Corse-du-Sud
Immeuble Paglia Orba - Route d'Alata
20000 Ajaccio

Ajaccio, le 22/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANTARGAZ

LDT ASPRETTO
20090 Ajaccio

Références : SRNT/2024-196
Code AIOT : 0007300010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement ANTARGAZ implanté LDT ASPRETTO 20090 Ajaccio. L'inspection a été annoncée le 10/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ
- LDT ASPRETTO 20090 Ajaccio
- Code AIOT : 0007300010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le centre emplisseur exploité par la société ANTARGAZ à Ajaccio, lieu-dit "Aspretto", permet un

approvisionnement en butane et propane "vrac" et en produits conditionnés (bouteilles) d'une clientèle constituée par les entreprises, les établissements publics (hôpitaux, maisons de retraite, écoles, cantines, salles de sport, etc...), les H.L.M. et les particuliers.

Le site, autorisé depuis 1954, est classé "SEVESO seuil haut" et réglementé par l'arrêté préfectoral n°07-0294 du 5 mars 2007 portant autorisation de poursuite d'exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Équipement sous pression
- Plans d'urgence
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en œuvre du POI	AP Complémentaire du 05/03/2007, article 6.6.5.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Marquage des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.IV	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
4	Réexamen quinquennal de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-98	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Opérations de torchage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59 bis	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Maintenance des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Cabine de peinture - Traitement de l'eau et des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/03/2007, article 7.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les risques accidentels, l'inspection a constaté plusieurs non-conformités:

- les consignes aux riverains, et notamment les casernes, lors de la phase POI doivent être définies et adoptées dans une version actualisée du POI,
- des mesures préventives doivent être définies concernant la maintenance du réseau incendie au regard du risque corrosif.

Par ailleurs, l'exploitant doit réaliser des travaux de rénovation au niveau de la pomperie (tuyauteries) et transmettre une étude de dangers mise à jour.

Concernant les risques chroniques, l'exploitant doit fournir des bordereaux de suivi de déchets dangereux pour les eaux de filtration de la cabine de peinture et être mesure de détailler, pour chaque opération de torchage, les produits brûlés en qualité et en quantité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en œuvre du POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2007, article 6.6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude des dangers.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un Plan Particulier d'Intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I.</p>
Constats : <p>L'inspection constate la non-conformité suivante: il manque les fiches 7.A.3 et 7.B du POI.</p> <p>Données confidentielisées conformément à l'instruction gouvernementale du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit disposer d'un POI finalisé. Ce plan devra comporter l'ensemble des éléments listés à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 07/03/2024
Prescription contrôlée : <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
Constats : <p>Par courrier daté du 14 février 2024, l'exploitant a transmis une liste de ses équipements comprenant l'ensemble des informations, y compris celles qui manquaient lors de l'inspection du 24/10/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Marquage des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Marquage des tuyauteries
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

- date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2024

Prescription contrôlée :

IV. - Les tuyauteries sont identifiées de façon à permettre leur repérage tant en exploitation que lors d'une intervention.

Constats :

Lors de la visite terrain réalisée le 24/10/2023, l'inspection avait constaté que certaines tuyauteries au niveau de la pomperie n'étaient pas identifiées (marquage avec produit, sens de circulation, mention de danger, ...).

L'exploitant indiquait que la zone pomperie devait être entièrement renouvelée en 2024.

L'inspection demandait à l'exploitant de justifier du bon marquage des tuyauteries (par photographies ou autre) de la zone pomperie à l'issue des travaux de rénovation de cette zone. Pour mémoire, le marquage devra être conforme à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail.

Lors de l'inspection réalisée le 18/07/2024, l'exploitant a indiqué que les travaux sur cette zone devaient débuter le 22/07/2024 pour une durée de 15 jours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier auprès de l'inspection du bon marquage des tuyauteries (par photographies ou autre) de la zone pomperie à l'issue des travaux de rénovation de cette zone.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Réexamen quinquennal de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-98

Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.

Constats :

Par courrier daté du 04/03/2024, l'exploitant a transmis la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers du site.

Cependant, cette notice conclut à la nécessité de mettre à jour l'étude de dangers: hors, l'étude de dangers mise à jour n'est pas jointe à la notice.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit transmettre l'étude de dangers du site mise à jour, conformément aux conclusions de la notice de réexamen.</p> <p>Outre la mise à jour des informations descriptives et de fonctionnement du site, la mise à jour de l'EDD devra intégrer:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie (AM du 26/05/2014), • les dernières versions des FDS (ex: FDS propane actualisé en octobre 2023), • les phénomènes dangereux associés au parc bouteilles suite à la parution du guide INERIS de mars 2019, • les modifications associées au risque foudre (AM du 28/02/2022), • les modifications apportées sur site permettant de limiter la dispersion d'un nuage de gaz (mur et mise en caniveau des tuyauteries).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Opérations de torchage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Torchage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie et des opérations spécifiques prévues par l'arrêté préfectoral. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise plusieurs fois par an des opérations de torchage pour la maintenance des réservoirs.</p> <p>Sur site, l'exploitant ne dispose pas d'un document recensant ces opérations et précisant les produits brûlés en qualité et en quantité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition des installations classées un document recensant les opérations de torchage réalisées et précisant les produits brûlés en qualité et en quantité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Maintenance des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5
--

Thème(s) : Risques accidentels, Corrosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier daté du 04/03/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la notice de réexamen de l'étude de dangers du site.</p> <p>Le chapitre VIII de cette notice examine les défaillances des mesures de maîtrise des risques (MMR) survenues au cours des 5 dernières années. Il ressort plusieurs défaillances liées à la corrosion, par exemple:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10/11/2022: la pression de l'eau a fait éventrer la conduite qui était corrodée (remplacement du tronçon endommagé), • 06/06/2023: fuite du circuit de refroidissement lié à la corrosion (remplacement de la pièce corrodée). <p>Ces défaillances sont survenues lors du test mensuel du réseau incendie.</p> <p>Au delà des mesures correctives qui ont été mises en oeuvre, l'inspection considère que l'exploitant devrait, au regard des caractéristiques de son réseau incendie (en acier, enterré et dans lequel peut circuler de l'eau de mer) et donc du risque élevé de corrosion, mettre en oeuvre des mesures préventives afin de réduire le risque de défaillance du réseau incendie en cas d'accident majeur sur le site.</p> <p>L'exploitant indique qu'un audit complet du réseau incendie est en projet et devrait être réalisé sous 3 à 4 mois, en particulier pour tester son étanchéité.</p> <p>L'inspection précise qu'un test d'étanchéité ne permettra pas a priori de juger de l'état de la canalisation, au regard de la corrosion notamment, et que les mesures préventives retenues par l'exploitant devront s'inscrire dans le temps (périodicité de la maintenance préventive).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, au regard des caractéristiques de son réseau incendie (en acier, enterré et dans lequel peut circuler de l'eau de mer) et donc du risque élevé de corrosion, mettre en œuvre des mesures préventives afin de réduire le risque de défaillance du réseau incendie en cas d'accident majeur sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Cabine de peinture - Traitement de l'eau et des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2007, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Cabine peinture - Déchets
Prescription contrôlée : Les eaux de filtration et les déchets solides issus de la cabine de peinture font l'objet d'un traitement spécifique via des entreprises de collecte agréées.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir de bordereau de suivi de déchets dangereux pour les eaux de filtration de la cabine de peinture. Pour mémoire, depuis le 01/01/2022, les bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD) sont dématérialisés via l'application Trackdéchets. L'inspection n'a constaté aucun BSDD sur le profil Trackdéchets du site ANTARGAZ.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit pouvoir justifier du traitement des eaux de filtration par un site agréé, via un bordereau de suivi de déchets dangereux dématérialisé sous Trackdéchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois